

Fondation Tuck
Les enjeux de l'électricité en Europe
28 janvier 2019

Le secteur électrique européen
Les révolutions du XXI Siècle
Espoirs et déboires

Lionel Taccoen

Directeur de la Lettre « Géopolitique de
l'Electricité

Deux politiques coexistent

- Le secteur électrique européen a subi de profondes transformations depuis vingt ans.
- Première politique : la concurrence. Les monopoles sont disparus et la concurrence a été introduite entre fournisseurs .
- Seconde politique: Le secteur électrique s'est retrouvé au cœur de la politique climatique.
- Tentons un bilan dans les deux cas.

Introduction de la concurrence(I)

- L'économie de marché suivant Adam Smith : les « biens publics » , qui sont utiles à tous , et nécessitent des investissements à long terme sont hors marché. Les « services publics » se multiplient avec le progrès technique.
- Une nouvelle pensée libérale au XX^{ème} Siècle souhaite introduire la concurrence dans les services publics. Cf. Friedrich Von Hayek. Crainte des Etats totalitaires. Par ailleurs, il était aussi nécessaire de réfléchir sur la notion de service public.
- Résultats de l'introduction de la concurrence. Divers, voyons l'électricité.

La concurrence en électricité

- Le but: une offre plus diversifiée, une meilleure qualité, des factures plus basses (Cf. Commission). En Europe, pour l'électricité, la qualité de la fourniture étant bonne, ce sont les factures qui importent.
- Trois postes dans les factures: les taxes, l'acheminement et la fourniture . En France, 35%, 30%, 35%. Peut varier. La concurrence ne porte que sur la fourniture. Fourniture: trois postes, la production, la commercialisation, la marge bénéficiaire. Production: $\frac{3}{4}$ de la fourniture.
- **La concurrence en électricité: d'abord au niveau de la production.**

Le télescopage avec la politique climatique

- La plus grande part des émissions de gaz à effet de serre (autour de 70%): gaz carbonique lié à l'énergie
- La politique climato-énergétique européenne souhaite diminuer les émissions de CO2 par l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.
- 2006, les investissements en EnR atteignent le niveau actuel. 55%: solaire et éolien. 2017, solaire et éolien : 95% des investissements. Total, 41 milliards de \$, 11 pour le solaire, 28 pour éolien. Le secteur électrique est au cœur de la politique climatique

La concurrence à la production.

- Les investissements dans la production solaire et éolienne deviennent prépondérants. Supérieurs à 700 milliards d'euros. Ils relèvent de l'économie administrée. Bien difficile de discerner la concurrence à la production.
- Mais avant les EnR, deux pays ont mis en place la concurrence en électricité: la Nouvelle Zélande et le Royaume Uni, voyons le second.

La concurrence au R.U. (1991-2003) (I)

- Concurrence à la production dès mars 1991.
- Gros investissements: parc à charbon modernisé, charbon remplacé en partie par le gaz. Le parc profite à plein des baisses de prix des combustibles.
- Les factures résidentielles baissent de 30% puis remontent du fait des combustibles.
- Dans le coût de production, trois postes, l'investissement, les combustibles et la gestion hors combustibles. Le 3ème poste est très faible.

La concurrence au R.U. (2)

- La concurrence a existé, en gros de 1991 à 2003, elle a eu un effet bénéfique sur les factures.
- Elle s'est traduite par une évolution du parc de centrale qui a pu profiter du progrès technique et du choix des combustibles suivant leur coût.
- La concurrence en électricité est d'abord une concurrence au niveau de la production et celle-ci a comme condition, l'investissement.

Au sein de l'Union Européenne

- Régulièrement, et encore en octobre 2018, les compagnies d'électricité avertissent de l'impossibilité d'investir (y compris pour le stockage de l'électricité). Les prix des marchés tirés vers le bas par les EnR.
- Donc pas de concurrence à la production, pas d'effet de la concurrence tout court. Y compris sur les factures.
- Dieter Helm (RU): « ...le degré d'intervention de l'Etat actuel...nous rapproche plus du modèle nationalisé ...que de l'économie de marché ».

Le cas français: les fournisseurs alternatifs accros au biberon nucléaire

- Pendant un certain temps, les concurrents d'EDF ont bénéficié de prix de marché tirés très bas par les EnR. L'annonce de la réforme du marché carbone ayant fait monter ces prix, il ne leur reste, à part les ENR subventionnées que le courant nucléaire mis à leur disposition par le dispositif dit ARENH. En 2018, les 2/3 de leur fourniture venait du parc nucléaire EDF et ils en redemandent. Sans subventions comment investir?
- Car leur production propre reste marginale (sauf EnR subventionnés). « ...l'expérience montre...que l'ARENH ...ne semble pas en mesure de développer la concurrence en amont[production]...cette situation ne semble pas devoir évoluer... » (CRE, Evaluation du dispositif ARENH, 18/1/2018)

« La concurrence par les prix reste marginale... »

- Cette déclaration est du Président de la Commission de Régulation, Carencu (Le Monde, 26/10/2018).
- La concurrence en électricité influe marginalement sur les factures car les fournisseurs alternatifs n'ont pas de production significative.
- La politique de concurrence a-t-elle un sens dans un secteur relevant d'abord de l'économie administrée?
- La politique de concurrence, sans impact discernable sur les factures et ne guidant pas les investissements en échec.

La politique énergie –climat.

- 5 mars 2015: le Conseil des Ministres européen envoie aux Nations Unies l'objectif de l'UE: « au moins 40% d'émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990 ».
- 20 octobre 2015 (quelques semaines avant la COP21), Communiqué commun de la Commission et de l'Agence Européenne de l'Environnement : l'objectif ne sera pas atteint sans modification profonde de la politique énergétique car le rythme de baisse des émissions va se ralentir fortement.

Les émissions de l'UE ne baissent plus

- De 2014 à 2017, les émissions de CO2 liées à l'énergie augmentent de 2,2% de 3223 à 3296 millions de tonnes de CO2 liées à l'énergie.
- Cette augmentation est répartie différemment par pays. Mais parmi les sept nations les plus émettrices (Allemagne, Royaume Uni, Italie, France, Pologne, Espagne et Pays Bas), toutes augmentent leurs émissions sauf le Royaume Uni qui les baisse de 11,5%.

Le cas du Royaume Uni

- La consommation d'énergie n'a pas augmenté, croissance économique de 5,9% en trois ans, un peu moindre que l'UE (6,7%) (Eurostat).
- La sortie du charbon se poursuit vigoureusement. Remplacé par le gaz pour moitié, le reste par EnR.
- EnR en deux parties, bioénergie et solaire-éolien moitié moitié.
- Pas de sortie du nucléaire qui se maintient.

L'UE sans le Royaume Uni (2014-2017)

- Sans le RU, les émissions de l'UE de CO2 liées à l'énergie augmentent de 4,3% de 2014 à 2017
- La consommation d'énergie a augmenté de 4,4 % . Pour une croissance de 6,7% (BP et Eurostat).
- La part des énergies fossiles a augmenté de 73,7 à 75,3% soit 1,6% en plus.
- La croissance des EnR se concentre sur le solaire et l'éolien (95% des investissements) . Or ceux-ci , malgré 700 milliards d'investissements fournissent moins de 4% de l'énergie primaire.

Les premiers chiffres de 2018

- Une étude publiée à Katowice (COP24), indique que les émissions de gaz à effet de serre européennes, en 2018 par rapport à 2017 évolueraient dans une fourchette de +1,3% à -2,6%.
- En Allemagne, les premières données indiquent une forte baisse de la consommation d'énergie (-5,1%), due suivant les énergéticiens locaux à l'augmentation des prix, mais surtout à l'année 2018, fort chaude.
- Cette baisse de la consommation d'énergie se répercute essentiellement sur la consommation fossile. Les EnR n'augmentant leur apport que 1,5% (la bioénergie stagne), la baisse de l'apport des fossiles est due à 95% à la baisse de la consommation.
- Hans-Joachim Ziesing, conseiller du gouvernement fédéral a déclaré que la baisse de la consommation était largement due à des effets ponctuels et a mis en garde « contre le fait de croire qu'il s'agit d'une nouvelle tendance ».

Conclusion sur l'échec de la politique énergie-climat

- Il serait souhaitable, au lieu de rédiger des perspectives et objectifs pour 2050, d'examiner la situation présente.
- L'UE a un problème avec l'efficacité énergétique. L'Agence Internationale de l'Energie confirme une forte baisse des gains correspondant en 2017. Or l'UE dispose avec le Projet Odyssée-Mure, d'un remarquable outil d'étude.
- Une priorité devrait être la sortie du charbon et une meilleure maîtrise de la consommation des autres énergies fossiles.
- La priorité donnée aux EnR, qui se concentre en plus sur l'éolien et le solaire est une grave erreur. Ces deux sources ne sont pas à la hauteur du problème. Une autre erreur est la diminution de la part du nucléaire.

Un peu d'optimisme

- L'annonce en février de l'adoption d'une réforme du marché du carbone est une excellente nouvelle qui devrait permettre de diminuer réellement la part des fossiles.
- Une déclaration du Commissaire à l'Énergie européen en novembre : « Ensemble , avec le nucléaire, les énergies renouvelables seront l'épine dorsale de notre système électrique décarbonée. La diminution de la part du nucléaire est, pour le climat, une grave erreur.

Je vous remercie de votre attention

- Le texte intégral correspondant à mon intervention sera diffusé le 30 janvier.

(Lettre « Géopolitique de l'Electricité n°89).

Elle sera ensuite en ligne sur notre site

www.geopolitique-electricite.com